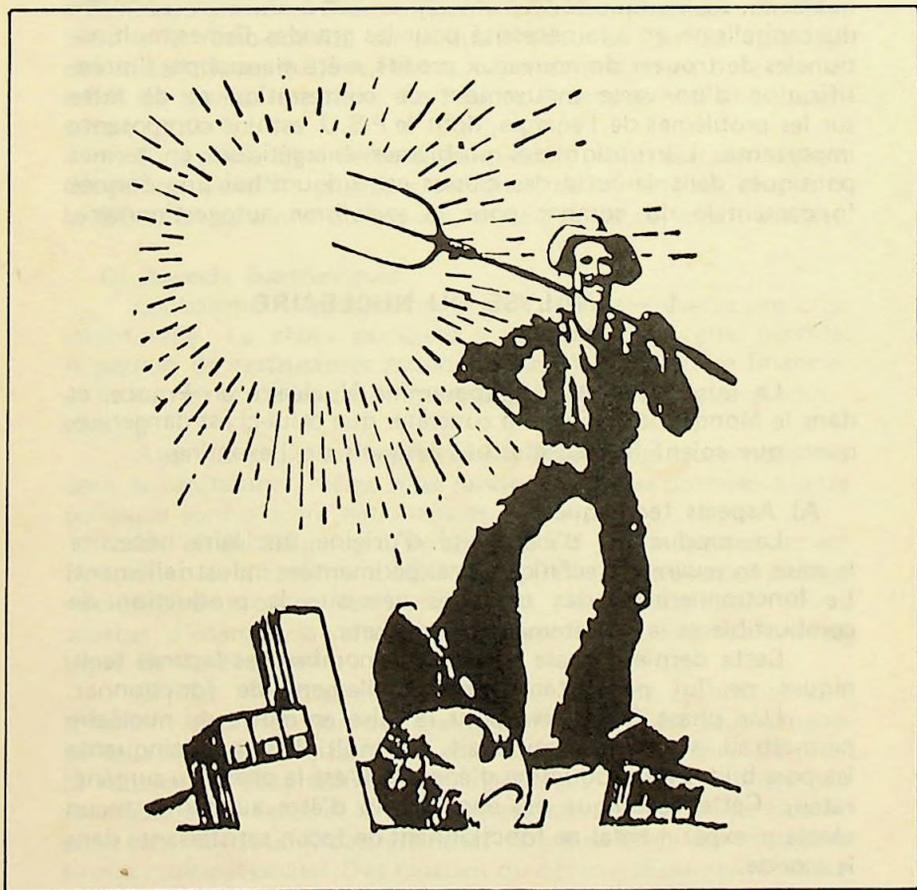


le PSU et le nucléaire



RESOLUTION DU Xème CONGRES DU P.S.U.

Group - Rambour *Branch PSU*

Depuis les années 1950, sous l'égide des grandes banques telles que Paribas, les grandes multinationales PUK, Westinghouse, Creusot-Loire, CGE se sont restructurées en vue du Nucléaire. Laissant assurer toute la phase de recherche et les plus gros investissements par le secteur public, les multinationales n'avaient plus qu'à trouver une crise pour faire croire à la nécessité inéluctable du nucléaire. Fin 1973, l'augmentation du prix du pétrole brut organisée par les trusts pétroliers déclenche la « crise du pétrole ». La France décide alors, avec le Plan Messmer, de changer sa politique du **tout pétrole** pour celle du **tout nucléaire**. Ce brusque revirement, dû en fait à une crise mondiale du capitalisme et à la nécessité pour les grandes firmes multinationales de trouver de nouveaux profits, a été marqué par l'intensification d'un vaste mouvement de contestation et de lutte sur les problèmes de l'énergie, dont le P.S.U. est une composante importante. L'irruption des problèmes énergétiques en termes politiques dans la lutte des classes est aujourd'hui une donnée fondamentale du combat pour la socialisme autogestionnaire.

I — ANALYSE DU NUCLEAIRE

La mise en place du Programme Nucléaire en France, et dans le Monde, nous amène à constater que celui-ci est dangereux quels que soient les aspects sous lesquels on l'examine.

A) Aspects techniques.

La production d'électricité d'origine nucléaire nécessite la mise en œuvre de techniques inexpérimentées industriellement. Le fonctionnement des centrales nécessite la production de combustible et le retraitement des déchets.

Cette dernière phase présente de nombreuses lacunes techniques ne lui permettant pas actuellement de fonctionner.

Une phase facultative pour la mise en œuvre du nucléaire permettrait si elle fonctionnait de multiplier par cinquante les possibilités de production d'énergie. C'est la phase du surgénérateur. Cette technique est encore loin d'être au point, aucun réacteur expérimental ne fonctionnant de façon satisfaisante dans le monde.

Le manque d'expérience et les impasses techniques faites à tous les stades du nucléaire augmentent considérablement les risques d'accidents graves. L'ampleur de ces derniers peut être telle qu'une région entière soit touchée et que les effets subsistent pendant plusieurs générations humaines.

Encore plus que d'autres, la technique nucléaire n'est pas neutre et l'absence volontaire de recherches pour une autre politique énergétique vise à la présenter comme inéluctable.

B) Aspects écologiques.

Le nucléaire présente des risques écologiques très graves. D'une part, il accroît les problèmes posés par la production d'électricité de façon «classique» : réchauffement des eaux de rivière ou de mer, formation de brouillard due à l'évaporation dans les tours de refroidissement, développement des lignes très hautes tensions. D'autre part, il crée des nuisances nouvelles liées à la radio-activité en polluant l'eau et l'air au voisinage des installations, qui, en France, répondent souvent à des impératifs de localisation dans des régions à densité humaine importante.

Il produit des déchets radio-actifs dont certains restent dangereux pendant plusieurs centaines de millénaires et que ni le CEA, ni personne au monde, ne sait où et comment stocker.

C) Aspects économiques.

Globalement, le capitalisme international traverse une crise structurelle. Le choix nucléaire a été fait dans cette période. Il permet de restructurer mondialement le capitalisme financier et industriel et de lui offrir de nouvelles perspectives de production.

Aussi ce choix est une nécessité économique internationale pour le capitalisme, même si les raisons officielles données à cette politique sont d'ordre nationalistes.

En effet, l'argument principal porté par le gouvernement français et les directions d'EDF et du CEA en faveur de l'énergie nucléaire est, outre son faible coût par rapport aux autres sources d'énergie, la nécessité d'assurer l'indépendance énergétique de la France.

Or, les investissements nécessaires à cette technique sont tellement énormes que dès maintenant EDF n'est plus capable de les assurer et doit faire des emprunts internationaux. De plus, la répartition géographique des ressources en Uranium est peu favorable à la France et le nucléaire est monopolisé, en particulier pour la fabrication des éléments combustibles, par quelques firmes multinationales. Dès l'instant où des investissements importants et irréversibles auront été faits par les gouvernements, ces firmes pourront pratiquer les prix qu'elles désirent.

Où est l'indépendance nationale en cette matière ? Les prix, eux, on déjà plus que doublés depuis 1973.

La rentabilité énergétique est telle que, sans prendre en

4 compte l'énergie nécessaire au démantèlement des centrales, il faut au minimum quinze ans pour que l'ensemble du programme nucléaire français produise plus d'énergie qu'il n'en consomme. Ce délai aurait pu être mis à profit pour réaliser des investissements meilleurs.

Le développement de l'industrie nucléaire en France correspond d'autre part à un « créneau » économique d'importance pour le capital monopoliste français, dans le cadre de la concurrence capitaliste internationale. Il constitue un moyen de lutte contre la baisse du taux de profit (socialisation du gaspillage, privatisation du profit) et permet à l'impérialisme français de se maintenir à travers l'exportation de centrales ou de technologie nucléaire.

D) Aspects liés à l'emploi et aux conditions de travail.

Par rapport aux énormes investissements qu'il entraîne, le nucléaire crée moins d'emplois qu'il n'en supprime en se substituant à d'autres formes d'énergie : paysans chassés de leur terre, pêcheurs privés d'emplois, licenciements dus à l'abandon d'anciennes formes d'énergie et aux restructurations.

D'autre part, les conditions de travail dans l'industrie du nucléaire n'offrent qu'une sécurité dérisoire vue les conséquences biologiques et génétiques des rayons ionisants.

Les travailleurs subissent, là comme ailleurs, une exploitation intensive qui se traduit par une contradiction entre la nécessité impérieuse de fournir, dès la fabrication de base, un produit de haute qualité et l'impossibilité d'y parvenir, suite aux exigences de rentabilité, tout contrôle supplémentaire impliquant une dépense supplémentaire. Il en découle au niveau de fonctionnement des centrales des risques nombreux pour les travailleurs d'abord et pour le milieu social et écologique ensuite.

La spécificité des techniques nucléaires provoque à court terme de profondes modifications sociales. Le nucléaire « consomme » des travailleurs (en particulier des soudeurs) qui, après un certain nombre d'années, doivent se reconverter vers d'autres branches de l'industrie.

E) Aspects politiques et sociaux.

La mise en œuvre du programme nucléaire nécessite la mise en place d'un appareil de contrôle policier et militaire, tant national qu'international, pour la surveillance des installations du personnel et des populations, le transport et la gestion des matières radio-actives.

Le contrôle entraîne un fichage généralisé de la population donc une dépendance accrue de celle-ci par rapport au pouvoir.

La peur constante de l'accident nucléaire modifie profondément les comportements sociaux. Elle crée un terrain favorable à l'acceptation de la répression.

Les grands chantiers emploient une forte majorité de travailleurs venus de l'extérieur. Ceci déchire le tissu social de la région par la création d'emplois temporaires, exclusivement masculins, l'absence de structures sociales d'accueil, la spéculation foncière, l'expulsion des paysans, la modification de l'environnement :

La politique nucléaire actuelle est imposée par les instances gouvernementales et EDF, sans qu'une information réelle soit faite, au niveau de la population, donc sans lui permettre de faire elle-même le choix.

L'ultra-centralisation du nucléaire, techniquement nécessaire, et volontairement accrue par les gouvernements, met en cause la possibilité de développement d'un système autogestionnaire.

F) Aspects militaires.

Le fonctionnement et le développement de l'industrie nucléaire amènent un renforcement de la militarisation de l'ensemble de la société. A l'intérieur des centrales et usines, cela se traduit par la hiérarchisation très forte et le renforcement du secret industriel ou professionnel. En ce qui concerne l'extérieur des centrales, les plans ORSEC-RAD sont essentiellement des dispositifs de caractère militaire.

Du fait de la dépendance de l'approvisionnement énergétique français lié au programme nucléaire, et du fait des nouvelles possibilités d'actes terroristes ou de chantage qu'offre l'industrie du plutonium, toutes les installations nucléaires sont intégrées dans le plan militaire de Défense Opérationnelle du Territoire.

Le développement de l'industrie nucléaire augmente les risques de dissémination de l'arme atomique. Elle se fait sous le contrôle des USA, essentiellement vers les pays fascistes. Tels l'Iran, le Pakistan, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud ou le Brésil.

II - LA CROISSANCE ENERGETIQUE

Pour la société capitaliste, les dangers du nucléaire disparaissent totalement derrière les intérêts qu'elle y trouve. Les tenants du Nucléaire expliquent que sans la croissance énergétique actuelle, nous remettrons en cause le niveau de vie, l'emploi... Il n'est pas vrai que la même consommation d'énergie entraîne le même niveau de vie. Sans sortir du modèle capitaliste, pour un niveau de vie équivalent les Suédois consomment deux fois moins d'énergie par an et par habitant que les Américains.

Le maintien de la croissance économique selon les normes capitalistes fait toujours plus appel à des articles auxquels appartient la croissance énergétique de plus en plus importante. Celui-ci n'est en fait justifié que par la poursuite du gaspillage et les énormes besoins en énergie que requiert le programme nucléaire lui-même.

La croissance capitaliste s'appuie pour les pays dominants, sur les inégalités mondiales. Elle est possible uniquement parce que la quasi-totalité de la consommation en énergie est réalisée au profit d'un très petit nombre de pays représentant une faible part de la population mondiale.

Le nucléaire n'est pas une fatalité, car d'autres possibilités existent qui ne font pas régresser les conditions de vie. Ce sont les possibilités offertes par les sources d'énergie alternatives (solaire, éolienne ou géothermique, par exemple). Leur mise en œuvre n'est pas une fin en soi, car un développement de type capitaliste peut les utiliser. Cependant, elles permettent la réalisation d'un autre type de développement.

Cet autre type de développement est possible. C'est celui que permet le socialisme autogestionnaire. En éliminant le gaspillage capitaliste et en décentralisant les moyens de production, il rendra possible un essor tant individuel que collectif. En faisant apparaître le type de production et de consommation capitaliste fondé sur la loi du profit, il permettra de répondre aux besoins réels des travailleurs et de la population.

III - LES PROPOSITIONS DU P.S.U.

Dans son analyse de la situation, le PSU constate la carence des organisations, politiques ou non, sur des problèmes de l'énergie et du nucléaire.

Pour réaliser son programme électro-nucléaire, le pouvoir met en place une infrastructure industrielle qui tend à rendre la situation irréversible. Face à cela, les partisans du Programme Commun, bien que contestant le programme issu du gouvernement Messmer, ne sont pas défavorables au développement de l'énergie nucléaire et réagissent faiblement contre ce processus qui engage l'avenir. A travers le ralentissement de la mise en place de ce programme, la demande d'une filière française, la nationalisation de l'ensemble du secteur nucléaire, ce ne sont que des aménagements qui sont proposés. Or, le Nucléaire, de type socialiste est aussi dangereux que le Nucléaire de type capitaliste. Il s'oppose de la même manière à l'Autogestion.

Les organisations d'extrême-gauche ou bien n'ont pas poussé l'analyse en ce domaine, ou bien l'ont faite de façon très incomplète. Leur présence sur le terrain des luttes n'est qu'épisodique.

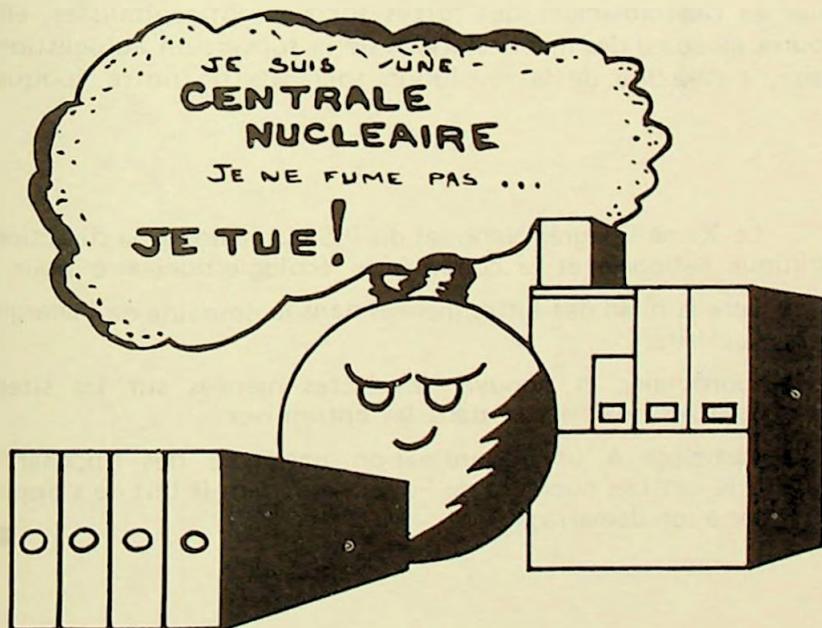
Seule la CFDT qui demande un moratoire de trois ans, reformule entièrement les conditions de sécurité et de travail et anime effectivement des luttes dans ce sens, contribue à une remise en cause de ce programme.

Les organisations écologiques ne formulent pas toutes leur opposition au Nucléaire en termes anti-capitalistes. Néanmoins, au-delà de ces ambiguïtés, elles participent à la prise de conscience des dangers du nucléaire. C'est par des actions communes que le PSU élargira le champ des problèmes insuffisamment posés et situera l'action au niveau de la lutte des classes.

Du fait des incertitudes, des risques, de l'irréversibilité, des conséquences globales et partielles, nationales et internationales du développement de l'électro-nucléaire, le PSU réaffirme sa demande d'arrêt immédiat du programme et l'ouverture d'un moratoire de 5 ans. Un tel moratoire devrait avoir le contenu suivant :

- arrêt des centrales nucléaires en fonctionnement.
- suspension des centrales en cours de construction.
- arrêt des investissements dans le secteur industriel intéressé par l'électro-nucléaire.
- arrêt des exportations de matériel et de technologie nucléaires.
- ouverture d'un vaste débat public complet et contradictoire éclairant tous les aspects (écologiques, économiques, sociaux, politiques, militaires) du problème énergétique.
- publication intégrale des plans ORSEC-RAD.
- création d'une commission populaire d'enquête indépendante d'EDF et des autorités préfectorales.
- lancement d'un vaste programme de recherches sur les énergies alternatives et les économies d'énergie.
- lancement d'un programme de reconversion industrielle maintenant l'emploi au pays.
- élaboration d'une alternative énergétique pour le court et moyen terme, s'appuyant notamment sur :
 - ▷ développement de l'utilisation des sources d'énergie renouvelables, en particulier le solaire et la géothermie.
 - ▷ utilisation rationnelle des énergies traditionnelles que sont l'hydraulique, le charbon, le gaz et le pétrole en redéfinissant de nouveaux rapports avec le Tiers-monde.
 - ▷ amélioration des rendements énergétiques, en particulier celui des machines industrielles qui est souvent sacrifié pour limiter les investissements.
 - ▷ récupération des déchets (déchets industriels, objets usés, ordures ménagères).
 - ▷ rationalisation des moyens de chauffage et isolation efficace.
 - ▷ refus du tout électrique.
 - ▷ lutte contre le gaspillage à tous les niveaux.

- ▷ développement de la consommation collective avec, entre autre, une action pour l'amélioration et la gratuité des transports en commun.
- ▷ fabrication d'objets solides, durables et réparables.
- ▷ suppression des «gadgets inutiles» et des emballages excessifs et non récupérés.
- ▷ luttés contre les moyens détournés pour stimuler la dépense d'énergie (par exemple : impossibilité d'avoir une voiture confortable et peu puissante).
- ▷ lutte pour une exploitation rationnelle des ressources humaines et agricoles, ce qui nécessite la prise en compte des problèmes écologiques et d'équilibres des composants végétaux et animaux dans la nature.



Pour imposer le moratoire, le mouvement contre le Nucléaire doit s'amplifier et s'élargir. Le P.S.U. continuera son effort avec tous ceux qui désirent lutter pour construire des comités locaux, dans les quartiers et les entreprises, pour l'information et la lutte contre le programme électro-nucléaire. Les comités locaux doivent s'efforcer de coordonner leurs actions à l'échelon régional et national.

Le rôle des révolutionnaires, en particulier des partisans du socialisme autogestionnaire, est donc :

- d'une part, de mettre prioritairement en avant des revendications, des formes d'actions, d'organisation permettant la mobilisation du mouvement ouvrier dans son ensemble,
- d'autre part, en militant au sein des associations et comités anti-nucléaires, d'aider ce mouvement à préciser ses orientations politiques.

Ainsi, la lutte contre le programme nucléaire pourra contribuer au rassemblement des forces sociales anticapitalistes, elle pourra être une des manifestations de la subversion autogestionnaire, c'est-à-dire de la révolution socialiste de notre époque.

Le Xème Congrès National du P.S.U. mandate la direction politique nationale et la commission écologie/nucléaire pour :

- ▶ faire le bilan des luttes menées dans le domaine de l'énergie nucléaire.
- ▶ coordonner et appuyer les luttes menées sur les sites, dans les quartiers et dans les entreprises.
- ▶ participer à une coordination nationale des opposants à la centrale nucléaire de Fessenheim dans le but de s'opposer à son démarrage.

PSU documentation

Numéros disponibles

| | |
|---|------|
| N° 22-23 <i>Sur le mouvement politique de masse</i> | 2,00 |
| N° 24-25 <i>La police dans la lutte des classes</i> | 2,00 |
| N° 27-28 <i>La crise du système monétaire international</i> | 2,00 |
| N° 51 <i>Le recrutement</i> | 1,00 |
| N° 52-53-54 <i>Quand les patrons vont à l'école</i> | 3,00 |
| N° 56-57 <i>Sionisme et libération palestinienne</i> | 4,00 |
| N° 92-93 <i>Une section du PSU à Paris</i> | 4,00 |
| N° 94-95 <i>Militer contre le militarisme N° 2</i> | 4,00 |
| N° 96-97 <i>Le syndicat de la magistrature</i> | 4,00 |
| N° 98-99 <i>Le syndicalisme à l'école</i> | 4,00 |
| N° 102 <i>Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes</i> | 2,00 |
| N° 106-107 <i>Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste</i> | 4,00 |
| N° 110 <i>Comment battre la droite</i> | 2,00 |
| N° 111-12 <i>Militer à l'Université</i> | 4,00 |
| N° 113-14-15 <i>Les Chrétiens et la lutte pour le socialisme</i> | 6,00 |
| N° 116-17-18 <i>Electronucléaire - le PSU accuse</i> | 6,00 |

VIENT DE PARAÎTRE

| | |
|---|------|
| N° 119 <i>Parti socialiste, social-démocratie et socialisme</i> | 2,00 |
|---|------|

Abonnement : 20 N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

1) Je m'abonne à Tribune socialiste

NOM PRENOM

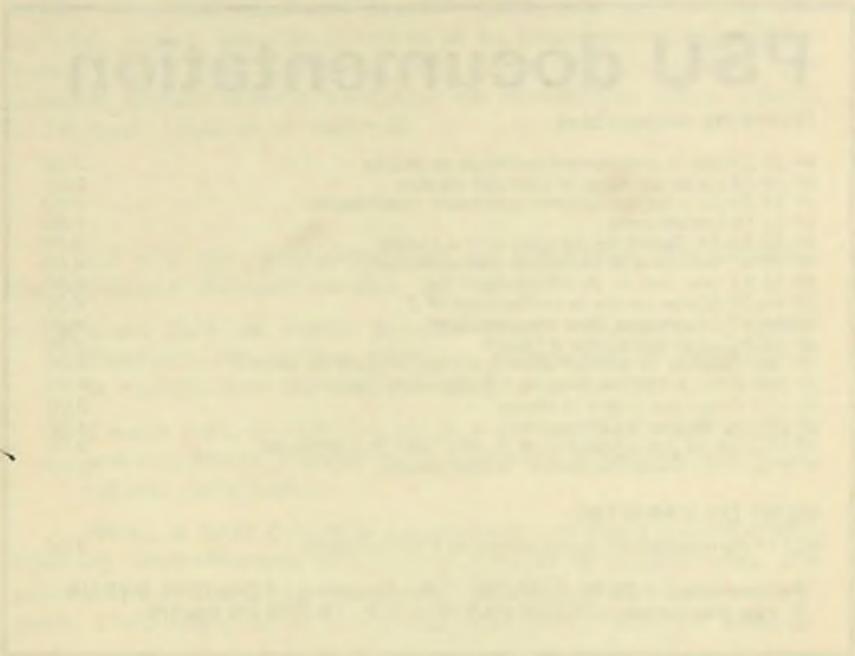
Adresse

.....

Ci-joint chèque bancaire
CCP

1 an 130 F
6 mois 70 F

Date :



imprimé à lisa, 20 rue d'Assas à Dijon
dépôt légal : 2ème tr. 1977